

Droits humains

Formation Vernetzung

Analyse **Politique des droits humains**

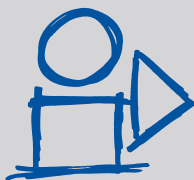
Sensibilisierung Information

Menschenrechte

Réseaux **Bildung Sensibilisation**

Menschenrechtspolitik

Rapport annuel 2016



humanrights.ch

L'association humanrights.ch, fondée en 1999, a son siège à Berne. Elle s'engage pour une meilleure application des droits humains en Suisse.

La rubrique www.humanrights.ch > Portrait vous fournira des informations détaillées sur l'association humanrights.ch et sur ses activités.

© humanrights.ch
Février 2017

Rédaction
Christina Hausammann
Alex Sutter

Mise en page
Atelier Bläuer (Berne)

Coup de projecteur sur ceux qui travaillent dans l'ombre

Une fois n'est pas coutume, le rapport 2016 de humanrights.ch fait la part belle aux personnes qui font tourner l'association: il cède ainsi la plume à un membre du comité, à deux membres du secrétariat et à une bénévole, qui présentent leur engagement au quotidien pour humanrights.ch. À travers les articles qu'ils ont rédigés à votre intention, c'est tout le travail de la trentaine de personnes ayant œuvré en 2016 à la réalisation des objectifs de l'association qui ressort.

Parmi les faits marquants, mentionnons la forte augmentation du nombre de bénévoles qualifiés qui consacrent une partie de leur temps libre à la rédaction d'articles pour notre plateforme, contribuant ainsi au développement de humanrights.ch. Nous y voyons un signe de l'indignation que suscitent les attaques de certains milieux politiques contre les droits fondamentaux, qui amène de nombreuses personnes, et notamment des étudiant-e-s, à apprécier notre travail à sa juste valeur.

En 2016, humanrights.ch a profité de cet intérêt marqué pour créer un groupe consultatif composé de jeunes engagés, dont la mission est de porter un regard extérieur sur les activités de notre association et de proposer de nouveaux canaux et formats. Nous espérons que ce groupe nous donnera accès à des secteurs jusqu'ici hors de notre portée et fera souffler un vent nouveau sur notre action.



Christina Hausammann et Alex Sutter

Direction de humanrights.ch

Le chef de projet

Défendre les droits fondamentaux des groupes stigmatisés

Des ressentiments que l'on croyait définitivement dépassés re-font surface dans le monde entier avec une violence impressionnante. Putin, Erdogan, Trump et Le Pen ne sont que la pointe d'une mouvance antidémocratique qui lézarde, dans le monde occidental aussi, l'édifice des droits fondamentaux patiemment bâti. Le glissement du discours que nous observons touche également la Suisse depuis longtemps. Les initiatives discriminatoires lancées par la droite populiste nourrissent ainsi un terreau qui permet aujourd'hui à un racisme décomplexé de s'afficher ouvertement.

En me mettant au service de humanrights.ch, je souhaite contribuer à combattre ces tendances et à lutter pour un vivre ensemble pacifique: Dans une société démocratique, la protection des minorités et des groupes marginalisés est en effet d'une importance vitale. À l'inverse, une politique fondée sur la stigmatisation de la déviance (droit pénal), de l'altérité (droit de l'asile et droit des étrangers) et de la pauvreté (aide sociale) et qui limite sans cesse davantage les droits fondamentaux mène directement à la déliquescence de notre société.

Chef de projet du Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme, qui regroupe actuellement 26 centres de toute la Suisse, je suis le rédacteur en chef du rapport d'analyse «Incidents racistes recensés par les centres de conseil». Les statistiques et les cas emblématiques qu'il présente aident à visualiser un phé-

nomène dont l'importance est souvent minimisée et à sensibiliser ainsi de vastes secteurs de la population.

Par ailleurs, humanrights.ch lancera en février 2017 son projet de centre de conseil pour personnes en détention. Ces vingt dernières années, l'esprit humaniste du droit pénal suisse a de plus en plus été mis à mal. Sous l'influence d'un discours politique mettant en garde contre le « risque de récidive » et exigeant le « risque zéro », les libertés fondamentales des prisonniers sont de plus en plus rognées. L'augmentation du nombre de personnes souffrant de graves troubles psychiques concernées par cette évolution est en flagrante contradiction avec la tradition humanitaire de la Suisse et notre système politique fondé sur l'État de droit.

En lançant notre nouveau projet, nous entendons renverser la tendance et défendre les droits fondamentaux d'un groupe marginalisé.

Après avoir terminé ses études de droit (master) en 2012, David Mühlemann a travaillé comme assistant à l'Université de Berne, puis réalisé un stage de six mois à l'ambassade de Suisse en Indonésie. Depuis 2014, il est au service de humanrights.ch en qualité de rédacteur pour le site Internet et de chef de projet du Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme et du Centre de conseil pour les personnes en détention.



La rédactrice francophone

Ingénieure en société civile

Rédactrice depuis plusieurs années pour le site web humanrights.ch, je me vois parfois plus ingénieure que littéraire. Mon travail consiste en effet autant à construire des phrases qu'à bâtir des ponts. Le premier a pour objectif d'amener aux gens comme moi, à ceux qui ne sont ni juristes ni professeurs de droit international, des informations claires, parlantes et stimulantes sur un sujet d'apparence aride, mais qui couvre un pan immense de notre réalité quotidienne. A l'heure où ceux qui maîtrisent si bien la langue font croire à beaucoup que les droits humains ne nous sont rien je m'applique, à mon échelle, à répondre par des histoires et des récits aussi concrets que possible que, au contraire, les droits humains sont tout pour nous. L'alpha et l'oméga de notre bien-être, de ce sentiment de sécurité qui nous laisse la place et la liberté d'être ce que nous sommes et nous donne autant de confiance que possible en l'avenir, le nôtre et celui de nos enfants.

Le second pont, qui devrait sembler moins ambitieux, l'est en réalité tout autant, voire plus. Quelle hauteur de piliers faut-il en effet prévoir pour traverser le Röstigraben? Bien heureux celui qui détient la réponse. En attendant, j'ai construit, année après année, marche après marche, un vrai dialogue au sein de cette association où je suis la seule Romande. Si j'ai pu avoir par le passé le sentiment qu'être francophone faisait de moi une vraie minorité, je suis aujourd'hui satisfaite de constater que le discours a avancé. L'information romande détient sur notre site et dans la rédaction

une place qu'elle n'avait pas il y a six ans. La plateforme d'information humanrights.ch est désormais aussi un outil fonctionnel pour de nombreux «welsches» et toujours plus de francophones savent que l'association existe et que nous nous battons pour faire connaître ce que veut dire l'expression «droits humains» en Suisse.

Grâce à ce pont, nous faisons passer en Suisse alémanique les préoccupations et l'engagement de la société civile romande et éclairons les Romands sur le durcissement de ton sans comparaison qui sévit outre-Sarine sur tout ce qui touche aux droits fondamentaux. L'objectif n'est autre que d'éveiller les consciences au risque toujours plus concret de voir ce qui semble impossible pour les Romands, notre sortie de l'Europe des droits de l'homme par exemple, devenir un jour une réalité suisse.

Isabelle Michaud a étudié l'histoire et la littérature française à l'Université de Genève, Montréal et Berlin et possède également un CAS en Droits de l'homme de l'Université de Genève. Elle travaille depuis 2010 à Humanrights.ch en tant que rédactrice francophone et pour la communication en Suisse romande et exerce en parallèle comme journaliste freelance pour différents médias romands.



Un travail de terrain en Suisse

Les constitutions de nombreux États postulent le respect des droits humains en termes ronflants: «La dignité de la personne humaine est inviolable...». La Suisse ne fait pas exception, elle qui a fait de la défense des droits humains l'un des piliers de sa politique extérieure, notamment à travers le dialogue entre les nations, la promotion de la paix, la coopération au développement et le financement des organisations internationales.

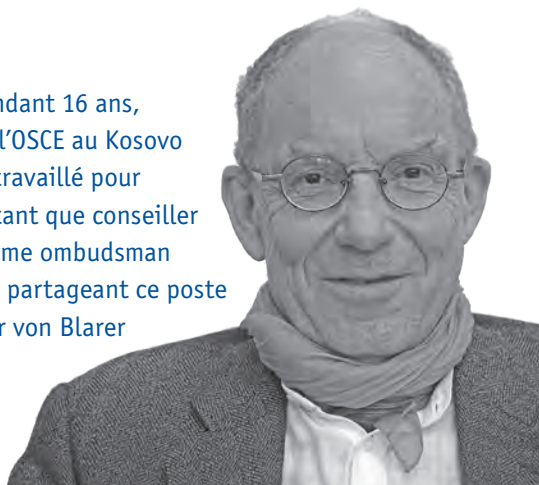
Or, pour que sa politique extérieure soit crédible, la Suisse doit appliquer sur son territoire également une véritable politique en matière de droits humains. Grâce aux médias numériques, les étudiants de l'Académie de l'OSCE à Bichkek (Kirghizistan), auxquels je dispense chaque année un cours sur les droits humains, connaissent parfaitement le clivage entre notre politique des droits humains et notre politique économique. Ils font ainsi le procès de la politique suisse de développement en Asie centrale, qui collabore avec des États connus au mieux pour leur désintérêt pour les droits humains, au pire pour leurs violations systématiques de ces mêmes droits. Je ne manque jamais de leur expliquer qu'il ne suffit pas de signer des conventions pour garantir les droits humains, mais qu'il faut constamment lutter pour les faire respecter.

À ces étudiant-e-s d'Asie centrale également, je peux recommander la plateforme humanrights.ch pour rester au courant des débats

en cours et se rendre compte qu'en Suisse aussi, il faut lutter pour les droits humains, même si les conditions sont incomparablement meilleures dans notre État de droit que dans leur pays d'origine. Cette plateforme d'information m'est aussi utile dans mon travail d'avocat, car elle me tient au courant des dernières nouveautés en matière de jurisprudence et de politique des droits humains. De toute évidence, ce sont des informations très appréciées, comme le montre le nombre de visites que reçoit la plateforme.

Moins connues, la coordination assurée par humanrights.ch au sein de la Plateforme droits humains des ONG et les pressions en vue de la constitution d'une Institution nationale des droits humains indépendante n'en sont pas moins importantes. De plus, en réalisant ses propres projets, notre association reste au diapason du terrain.

Après avoir exercé la profession d'avocat pendant 16 ans, Dieter von Blarer s'est engagé en 1999 pour l'OSCE au Kosovo en tant qu'expert en droits humains, puis a travaillé pour le DFAE en Asie centrale de 2002 à 2005 en tant que conseiller en sécurité humaine. Il a ensuite officié comme ombudsman pour le canton de Bâle-Ville de 2006 à 2013, partageant ce poste avec un autre médiateur. Depuis 2014, Dieter von Blarer exerce les activités d'avocat, de médiateur en situations de conflit et de conseiller en gestion de projet à Aesch (BL). Il préside le comité de humanrights.ch depuis 2015.



Poursuivre la réflexion

Être bénévole à humanrights.ch me permet de mettre à profit mes connaissances dans un domaine qui me tient très à cœur. La plateforme d'information est en effet pour moi une sorte de porte-voix : je peux y rédiger des articles et ainsi faire découvrir des sujets à un public peut-être moins familiarisé que moi aux questions en lien avec les droits humains. Je vois dans cette activité bénévole une contribution de ma part à la politique sociale de ce pays, mais aussi un enrichissement personnel : elle aiguise ma réflexion et mon esprit critique, me donne l'occasion de me plonger dans des sujets très intéressants et de les analyser sous plusieurs angles. Très stimulante intellectuellement, elle me permet d'approfondir mes connaissances sans perdre le contact avec la réalité.

Je vois aussi ce bénévolat comme un engagement politique. Il faut dire que durant les études de droit, on ne nous présente en général qu'un seul point de vue : l'exposé de la doctrine dominante prime en effet sur la diversité des opinions, et l'on ne remet pratiquement pas en question la manière dont les droits se concrétisent dans la société. C'est tout le contraire chez humanrights.ch, où on travaille en prise avec la réalité politique. Ici, je peux directement appliquer ce que j'ai appris durant mes études. Je peux m'impliquer. Et je vois de l'intérieur comment fonctionne une organisation de défense des droits humains, je rencontre des gens très intéressants, qui s'engagent pour un idéal. Ce genre de contact est très précieux.

Au sein du groupe consultatif, je peux aussi amener de nouvelles idées et les réaliser avec d'autres bénévoles. Je trouve important que la nouvelle génération de défenseurs des droits humains puisse elle aussi s'engager et participer à l'action de humanrights.ch. C'est ainsi que se transmet et se développe la vision de l'association. Les membres du groupe consultatif apportent souvent de nouvelles manières de voir les choses, de nouvelles pistes, et c'est exactement ce dont le domaine des droits humains a besoin : aller de l'avant.

Un bénévolat au sein de humanrights.ch vous intéresse ?

Merci de contacter Alex Sutter à l'adresse alex.sutter@humanrights.ch.

Chantal Zimmermann a étudié le droit à Fribourg et à Zurich tout en s'engageant au sein de plusieurs ONG. Une fois diplômée, elle a obtenu un master en droit dans le domaine des droits humains à l'Université de Maastricht. Elle travaille actuellement dans le domaine de l'asile et de la migration. Depuis 2016, elle est aussi bénévole chez humanrights.ch, où elle s'occupe de la version allemande de la plateforme en ligne et fait partie du groupe consultatif du Comité.



Activités

Plateforme Internet www.humanrights.ch

Nous sommes restés fidèles à notre devise : présenter des contenus complexes de manière compréhensible, sans pour autant simplifier à outrance. Avec près d'un million de visites en 2016, nous pouvons affirmer que notre site humanrights.ch a trouvé son public.

Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme

La base de données DoSyRa, qui permet de recenser et d'analyser les incidents racistes traités par les centres de conseil, a subi une refonte totale qui a rapidement fait ses preuves. Il en ressort un rapport d'analyse 2015 plus concis et plus parlant.

Plateforme droits humains des ONG

Cette coalition suisse, qui réunit plus de 80 organisations, a notamment travaillé sur le rapport que les ONG ont présenté à l'occasion de l'examen périodique universel de la Suisse ainsi que sur la création d'une Institution nationale indépendante pour les droits humains en Suisse.

Civic Solidarity Platform (CSP)

Humanrights.ch s'est beaucoup engagée, avec succès d'ailleurs, pour consolider la coalition internationale d'ONG pour le respect des droits humains au sein de l'OSCE.

Centre de conseil pour les personnes en détention

Le lancement de ce projet est maintenant assuré, grâce aux efforts que nous avons consentis, et notamment grâce une action de financement participatif réalisée en fin d'année, alors que nous avons eu à l'origine beaucoup de peine à trouver le financement requis.

Renseignements et conseils

De nombreux particuliers s'adressent à humanrights.ch pour toutes sortes de questions. L'équipe a répondu à plus de 750 personnes, que ce soit par courriel, par téléphone, par courrier postal ou en personne, ce qui représente une augmentation de plus de 200 demandes par rapport à 2015.

L'équipe de humanrights.ch

Judith Wyttenbach et Tarek Naguib ont mis fin à leur mandat au sein du Comité et nous tenons à les remercier chaleureusement pour leur participation active de longues années durant. Notre gratitude va aussi à Beatrice Schild, qui nous a quittés pour de nouveaux défis après avoir été dix ans rédactrice de notre plateforme germanophone.

Comité

- Dieter von Blarer (président), juriste, Bâle
- Kaj Rennekampff (trésorier), Berne
- Anja Eugster, juriste, Zurich
- Verdiana Grossi, historienne, Genève
- Michael Marugg, juriste, Dübendorf
- Marianne Roth, conseillère en communication, Zurich
- Jürg Schertenleib, juriste, Berne
- Ruedi Tobler, expert en droits humains, Walzenhausen/AR

Team

- Alex Sutter, co-direction (direction générale, site web)
- Christina Hausammann, co-direction (divers projets)
- Isabelle Michaud (rédaction web)
- David Mühlemann (Réseau de centres de conseil pour les victimes de racisme et rédaction web)
- Matthias Hui (projet CSP et rédaction web)
- Amélie Lustenberger (administration et rédaction web)
- Patrick Low (traduction, version anglaise du web)

- Florian Ducommun (remplacement de congé maternité, version française du web)

Stagiaires et civilistes

- Stefan Egli
- Esther Wyler
- Lamya Hennache
- Matthias Bodmer
- Jonas Baumann

Collaboratrices et collaborateurs bénévoles

- Blandine Guignier
- Sonja Rüfenacht
- Rachel Hewitt
- Marianne Müller
- Arezoo Sang Bastian
- Manuel Eugster
- Chantal Zimmermann
- Niina Tanskanen

Comptabilité

- Renato Giacometti, Abrakadabra Treuhand, Langnau

Services web

- Flavia Vattolo et Carol Brandalise, weave.ch, Zurich

Soutien PC

- Kevin Eggel

Bilan comptable 2016

Comptes pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016

Charges		Produit	
Fonctionnement général		Fonctionnement général	
Salaire de la direction	41 601	Membres	45 885
Administration	28 235		
Salaires stagiaires/civilistes	7 352	Dons	146 310
Comptabilité & informatique	9 263		
Loyer du bureau c.c.	16 485	Overheads de projets	36 200
Mat. de bureau/copies/impressions	5 741		
Tél./internet/ports/électricité	3 885	Mandats dir. & autres produits	16 796
Rapport annuel et publicité	5 815		
Prestations pour projets	32 756		
Versement au fonds	84 000		
Autres charges	9 486		
Total des charges fonctionnement général	244 620	Total des produits fonctionnement général	245 191
Projets		Projets	
Plateforme d'information hr.ch	313 862	Plateforme d'information hr.ch	313 862
Redesign hr.ch	3 160	Redesign hr.ch	3 160
Réseau de centres de conseil racisme	85 240	Réseau de centres de conseil racisme	85 240
Plateforme des ONG	29 614	Plateforme des ONG	29 614
OSCE: suivi CSP	32 470	OSCE: suivi CSP	32 470
Antenne Détention	17 506	Antenne Détention	17 506
Charges projets	481 853	Produits projets	481 853
Charges extraordinaires	40	Produits extraordinaires	654
Bénéfice	1 185		
Total	727 698	Total	727 698

Deux dons exceptionnellement élevés nous ont permis de créer un fonds pour les prestations que notre association fournit dans le cadre de projets et un fonds pour assurer le développement de notre organisation.

Bilan au 31 décembre 2016

Actifs	
Actif circulant	465 989
Actif immobilisé	971
Total actifs	466 960



Passifs	
Capitaux de tiers	
Obligations à court terme	105 761
Fonds liés aux projets	55 270
Fonds du personnel	197 516
Total capitaux de tiers	358 547
Fonds propres	
Fonds de l'association	107 229
Bénéfices	1 185
Total fonds propres	108 414
Total passifs	466 960

Un grand merci !

L'association humanrights.ch remercie ses membres de leur fidélité et de leur soutien tout au long de l'année 2016. Nous adressons par ailleurs des remerciements particuliers aux généreuses donatrices et aux généreux donateurs.

Les contributions et dons nous aident à couvrir nos charges administratives ainsi que les activités qui ne sont pas liées à des projets, tels que les renseignements et conseils que nous offrons.

Plusieurs fondations privées et institutions publiques soutiennent financièrement des projets précis, qui ne pourraient être réalisés sans cette contribution financière. Une liste non exhaustive de nos donatrices et donateurs figure à l'adresse www.humanrights.ch/fr/portrait/donateurs/
À eux aussi un très grand merci !



humanrights.ch

Hallerstrasse 23, CH-3012 Berne, téléphone ++41 31 302 01 61
info@humanrights.ch, www.humanrights.ch
PC 34-59540-2